

N° 530

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2011-2012

Enregistré à la Présidence du Sénat le 4 mai 2012

PROJET DE LOI

autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la protection physique des matières nucléaires,

PRESENTE

au nom de M. François FILLON,

Premier ministre

Par M. Alain JUPPÉ,

ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes

(Envoyé à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), une conférence diplomatique a adopté par consensus à Vienne, le 8 juillet 2005, un amendement à la convention sur la protection physique des matières nucléaires du 26 octobre 1979.

La protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires contre tout acte de malveillance ou terroriste est une responsabilité des autorités étatiques. Chaque État procède à une évaluation, qui lui est propre, des menaces dirigées contre ses matières et installations nucléaires. Il applique ensuite des mesures spécifiques en vue de protéger physiquement ces matières et installations et prévenir l'accès à ces dernières de personnes non autorisées. Le caractère sensible des informations, tant au niveau de l'analyse de la menace que de la mise en œuvre des mesures de protection appropriées justifie que cette responsabilité, qui entre dans le champ des missions régaliennes de l'État, ne puisse être déléguée, ni même soumise au contrôle d'une entité supranationale.

Pour autant, le développement de la coopération internationale dans le domaine nucléaire civil et en particulier du transport international de matières nucléaires, ainsi que les obligations qui découlent des engagements internationaux de non-prolifération nucléaire, ont conduit les gouvernements à négocier, sous les auspices de l'AIEA, une convention internationale sur cette question.

La convention sur la protection physique des matières nucléaires (CPPMN) a été adoptée le 26 octobre 1979 (entrée en vigueur générale le 8 février 1987 et le 6 octobre 1991 à l'égard de la France). Elle prévoit des niveaux communs *a minima* de protection physique des matières nucléaires en cours de transport international. En outre, elle instaure une coopération entre les parties pour empêcher des infractions liées à des matières nucléaires ou, le cas échéant, récupérer des matières qui ne seraient plus sous leur contrôle, et leur fait obligation de réprimer en vertu de leur droit interne les infractions commises.

Par ailleurs, toujours sous l'égide de l'AIEA, les experts nationaux ont établi un ensemble de recommandations en matière de protection physique des matières et installations nucléaires. Ces recommandations – qui ne présentent pas un caractère juridiquement contraignant – constituent un guide de bonnes pratiques en la matière et une référence utile pour les autorités nationales lorsque ces dernières doivent établir et maintenir un dispositif adéquat de protection physique de leurs matières et installations nucléaires.

Dès avant le 11 septembre 2001, des réflexions ont été menées pour déterminer s'il convenait, en opportunité, de renforcer la convention. À l'initiative du directeur général de l'AIEA, un groupe d'experts nationaux a été établi en novembre 1999 à cette fin. Étaient exclus du champ de la révision: les matières nucléaires et installations nucléaires à usage militaire, un droit de regard international sur les mesures adoptées au niveau national, des rapports nationaux périodiques, une évaluation par les pairs des mesures mises en œuvre par les parties, et la transformation des recommandations de l'AIEA en un instrument juridiquement contraignant.

Les attentats du 11 septembre à New York ont convaincu les Parties à la convention qu'un renforcement de cette dernière était devenu une nécessité. Un deuxième groupe de travail, représentant environ une cinquantaine d'États parties et présidé par la France, a alors été constitué. Le projet d'amendement proposé était inspiré des recommandations du premier groupe d'experts, et s'est révélé consensuel pour l'essentiel.

Une conférence diplomatique des États parties (88 États sur les 111 parties à la convention et la Communauté européenne de l'énergie atomique, étaient représentés) a été convoquée. Elle a adopté par consensus un amendement à la convention, le 8 juillet 2005.

Les principales dispositions introduites par l'amendement sont les suivantes :

- le champ de la convention est étendu aux matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques sur le territoire national, y compris le transport domestique, ainsi qu'aux installations nucléaires qui les abritent (article 2 de la convention modifié). En conséquence, le titre de la convention est modifié (« convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires »), et deux nouvelles définitions sont ajoutées (article 1^{er} modifié) : « installation nucléaire » et « sabotage ».

- les objectifs de la convention sont définis (nouvel article 1A) : protéger les matières et installations nucléaires utilisées à des fins

pacifiques ; prévenir et réprimer les infractions concernant de telles matières et installations ; faciliter la coopération entre les États parties à cette fin.

- l'articulation de la convention révisée avec d'autres instruments internationaux, en particulier la Charte des Nations Unies, et avec le droit international humanitaire, est précisée (article 2 modifié, paragraphe 4). La négociation du paragraphe 4 a été longue et difficile, certains États parties craignant que ne soit rendu licite, par le biais des dispositions nouvelles introduites, une frappe contre des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques. L'ajout de l'alinéa 2.4 c) a *in fine* levé cette difficulté.

- des principes fondamentaux de protection physique, agréés au préalable par les organes directeurs de l'AIEA, sont introduits dans la convention. Les parties s'engagent à les appliquer dans toute la mesure du possible (nouvel article 2A).

- la coopération internationale entre les parties, et entre ces dernières et les organisations internationales pertinentes, est renforcée. Celles-ci s'échangent des informations en vue de prévenir le vol de matières nucléaires ou le sabotage d'installations nucléaires ou la menace de tels actes, et se prêtent assistance, en tant que de besoin, pour remédier à ces situations ou en atténuer les conséquences (article 5 modifié).

- la liste des infractions qui doivent être incriminées dans la législation nationale des États parties, au titre de la convention, est élargie au sabotage d'installation nucléaire, au trafic international de matières nucléaires et à la menace ou la tentative de commettre de tels actes, ainsi qu'à l'organisation ou la participation à un groupe de personnes commettant les infractions visées par la convention (article 7 modifié).

- pour ce qui concerne l'extradition et l'entraide judiciaire, des clauses de dépolitisation des infractions commises, et de non-discrimination touchant aux personnes poursuivies, sont introduites (nouveaux articles 11A et 11B). Ces clauses sont reprises de conventions existantes traitant de la répression du financement du terrorisme, de la répression des attentats terroristes à l'explosif et de la répression des actes de terrorisme nucléaire.

La France dispose sur son territoire de nombreuses installations nucléaires dans lesquelles des quantités importantes de matières nucléaires sont mises en jeu. Elle coopère également avec de nombreux pays dans le domaine nucléaire civil. Elle entreprend à ce titre des transports internationaux de matières nucléaires et radioactives, par voies terrestre, maritime ou aérienne. Une coopération étroite avec les pays de provenance

ou de destination des matières nucléaires, dans le domaine de la protection physique de ces matières, est donc indispensable.

Le renforcement de la sécurité des matières nucléaires et des installations nucléaires, pour faire face à la menace terroriste et pour lutter contre la prolifération des armes nucléaires, est donc une nécessité impérieuse. L'amendement de la convention doit y contribuer de manière significative.

Telles sont les principales observations qu'appelle l'amendement à la convention sur la protection physique des matières nucléaires et qui, comportant des dispositions de nature législative, est soumis au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la protection physique des matières nucléaires, délibéré en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté au Sénat par le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, qui sera chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'amendement à la convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté à Vienne le 8 juillet 2005, et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 4 mai 2012

Signé : FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes,

Signé : ALAIN JUPPÉ

A M E N D E M E N T
à la Convention
sur la protection physique
des matières nucléaires,
adopté à Vienne le 8 juillet 2005

A M E N D E M E N T

à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires

1. Le Titre de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adoptée le 26 octobre 1979 (ci-après dénommée « la Convention »), est remplacé par le titre suivant :

« CONVENTION SUR LA PROTECTION PHYSIQUE DES
MATIÈRES NUCLÉAIRES ET DES INSTALLATIONS
NUCLÉAIRES »

2. Le préambule de la Convention est remplacé par le texte suivant :

« Les Etats parties à la présente Convention,

Reconnaissant le droit de tous les Etats à développer et à utiliser les applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et leur intérêt légitime pour les avantages qui peuvent en découler,

Convaincus de la nécessité de faciliter la coopération internationale et le transfert de technologies nucléaires pour les applications pacifiques de l'énergie nucléaire,

Ayant à l'esprit que la protection physique est d'une importance vitale pour la protection de la santé du public, la sûreté, l'environnement et la sécurité nationale et internationale,

Ayant à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la promotion de relations de bon voisinage et d'amitié, et de la coopération entre les Etats,

Considérant qu'aux termes du paragraphe 4 de l'article 2 de la Charte des Nations unies, les "Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies",

Rappelant la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international annexée à la résolution 49/60 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1994,

Désireux d'écarter les risques qui pourraient découler du trafic illicite, de l'obtention et de l'usage illicites de matières nucléaires, et du sabotage de matières et installations nucléaires, et notant que la protection physique desdites matières et installations contre de tels actes est devenue un motif de préoccupation accrue aux niveaux national et international,

Profondément préoccupés par la multiplication dans le monde entier des actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations et par les menaces que font peser le terrorisme international et le crime organisé,

Estimant que la protection physique joue un rôle important d'appui aux objectifs de non-prolifération nucléaire et de lutte contre le terrorisme,

Désireux de contribuer par le biais de la présente Convention à renforcer dans le monde entier la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques,

Convaincus que les infractions relatives aux matières et installations nucléaires sont un motif de grave préoccupation et qu'il est urgent de prendre des mesures appropriées et efficaces, ou de renforcer les mesures existantes, pour assurer la prévention, la découverte et la répression de ces infractions,

Désireux de renforcer davantage la coopération internationale en vue de prendre, conformément à la législation nationale de chaque Etat partie et à la présente Convention, des mesures efficaces pour assurer la protection physique des matières et installations nucléaires,

Convaincus que la présente Convention devrait compléter l'utilisation, l'entreposage et le transport sûrs des matières nucléaires et l'exploitation sûre des installations nucléaires,

Reconnaissant qu'il existe des recommandations formulées au niveau international en matière de protection physique, qui sont mises à jour périodiquement et peuvent fournir à tout moment des orientations quant aux moyens actuels de parvenir à des niveaux efficaces de protection physique,

Reconnaissant également que la protection physique efficace des matières nucléaires et des installations nucléaires utilisées à des fins militaires relève de la responsabilité de l'Etat possédant de telles matières nucléaires et installations nucléaires, et étant entendu que lesdites matières et installations font et continueront de faire l'objet d'une protection physique rigoureuse,

Sont convenus de ce qui suit : »

3. Dans l'article premier de la Convention, après le paragraphe c) sont ajoutés deux nouveaux paragraphes libellés comme suit :

« d) Par "installation nucléaire", il faut entendre une installation (y compris les bâtiments et équipements associés) dans laquelle des matières nucléaires sont produites, traitées, utilisées, manipulées, entreposées ou stockées définitivement, si un dommage causé à une telle installation ou un acte qui perturbe son fonctionnement peut entraîner le relâchement de quantités significatives de rayonnements ou de matières radioactives ;

e) Par "sabotage", il faut entendre tout acte délibéré dirigé contre une installation nucléaire ou des matières nucléaires en cours d'utilisation, en entreposage ou en cours de transport, qui est susceptible, directement ou indirectement, de porter atteinte à la santé et à la sécurité du personnel ou du public ou à l'environnement en provoquant une exposition à des rayonnements ou un relâchement de substances radioactives. »

4. Après l'Article premier de la Convention est ajouté un nouvel Article premier A libellé comme suit :

« Article premier A

Les objectifs de la présente Convention sont d'instaurer et de maintenir dans le monde entier une protection physique efficace des matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques et des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques, de prévenir et de combattre les infractions concernant de telles matières et installations dans le monde entier, et de faciliter la coopération entre les Etats parties à cette fin. »

5. L'Article 2 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

« 1. La présente Convention s'applique aux matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques en cours d'utilisation, en entreposage et en cours de transport et aux installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques, étant entendu, toutefois, que les dispositions des articles 3 et 4 et du paragraphe 4 de l'article 5 de la présente Convention ne s'appliquent à de telles matières nucléaires qu'en cours de transport nucléaire international.

2. La responsabilité de l'élaboration, de la mise en œuvre et du maintien d'un système de protection physique sur le territoire d'un Etat partie incombe entièrement à cet Etat.

3. Indépendamment des engagements expressément contractés par les Etats parties en vertu de la présente Convention, rien dans la présente Convention ne doit être interprété comme limitant les droits souverains d'un Etat.

4. a) Rien dans la présente Convention ne modifie les autres droits, obligations et responsabilités qui découlent pour les Etats parties du droit international, en particulier des buts et principes de la Charte des Nations unies et du droit humanitaire international.

b) Les activités des forces armées en période de conflit armé, au sens donné à ces termes en droit humanitaire international, qui sont régies par ce droit ne sont pas régies par la présente Convention, et les activités menées par les forces armées d'un Etat dans l'exercice de leurs fonctions officielles, en tant qu'elles sont régies par d'autres règles de droit international, ne sont pas non plus régies par la présente Convention.

c) Rien dans la présente Convention n'est considéré comme une autorisation licite de recourir ou de menacer de recourir à la force contre des matières ou des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques.

d) Rien dans la présente Convention n'excuse ou ne rend licites des actes par ailleurs illicites, ni n'empêche l'exercice de poursuites en vertu d'autres lois.

5. La présente Convention ne s'applique pas à des matières nucléaires utilisées ou conservées à des fins militaires ou à une installation nucléaire contenant de telles matières. »

6. Après l'Article 2 de la Convention est ajouté un nouvel Article 2 A libellé comme suit :

« Article 2 A

1. Chaque Etat partie élabore, met en œuvre et maintient un système approprié de protection physique des matières et installations nucléaires sous sa juridiction ayant pour objectifs :

a) De protéger les matières nucléaires en cours d'utilisation, en entreposage et en cours de transport contre le vol et l'obtention illicite par d'autres moyens ;

b) D'assurer l'application de mesures rapides et complètes destinées à localiser et, s'il y a lieu, récupérer des matières nucléaires manquantes ou volées ; lorsque les matières sont situées en dehors de son territoire, cet Etat partie agit conformément aux dispositions de l'article 5 ;

c) De protéger les matières et installations nucléaires contre le sabotage ;

d) D'atténuer ou de réduire le plus possible les conséquences radiologiques d'un sabotage.

2. Pour la mise en œuvre du paragraphe 1, chaque Etat partie :

a) Etablit et maintient un cadre législatif et réglementaire pour régir la protection physique ;

b) Crée ou désigne une ou plusieurs autorités compétentes chargées de mettre en œuvre le cadre législatif et réglementaire ;

c) Prend toute autre mesure appropriée nécessaire pour assurer la protection physique des matières et installations nucléaires.

3. Pour la mise en œuvre des obligations visées aux paragraphes 1 et 2, chaque Etat partie, sans préjudice des autres dispositions de la présente Convention, applique pour autant qu'il soit raisonnable et faisable les principes fondamentaux de protection physique des matières et installations nucléaires ci-après.

Principe fondamental A : responsabilité de l'Etat

La responsabilité de l'élaboration, de la mise en œuvre et du maintien d'un système de protection physique sur le territoire d'un Etat incombe entièrement à cet Etat.

Principe fondamental B : responsabilités pendant un transport international

La responsabilité d'un Etat pour assurer la protection adéquate des matières nucléaires s'étend au transport international de ces dernières jusqu'à ce qu'elle ait été transférée en bonne et due forme à un autre Etat, de manière appropriée.

Principe fondamental C : cadre législatif et réglementaire

L'Etat est chargé d'établir et de maintenir un cadre législatif et réglementaire pour la protection physique. Ce cadre devrait inclure l'élaboration de prescriptions de protection physique pertinentes et la mise en place d'un système d'évaluation et d'agrément ou prévoir d'autres procédures pour la délivrance des autorisations. Il devrait en outre comporter un système d'inspection des installations nucléaires et du transport de matières nucléaires, destiné à s'assurer que les prescriptions pertinentes et les conditions d'agrément ou des autres documents d'autorisation sont respectées et à mettre en place des moyens pour les faire appliquer, incluant des sanctions efficaces.

Principe fondamental D : autorité compétente

L'Etat devrait créer ou désigner une autorité compétente chargée de mettre en œuvre le cadre législatif et réglementaire et dotée des pouvoirs, des compétences et des ressources financières et humaines adéquats pour assumer les responsabilités qui lui ont été confiées. L'Etat devrait prendre des mesures pour veiller à ce qu'il y ait une réelle indépendance entre les fonctions de l'autorité nationale compétente et celles de tout autre organisme chargé de la promotion ou de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Principe fondamental E : responsabilité des détenteurs d'agréments

Les responsabilités en matière de mise en œuvre des différents éléments composant le système de protection physique sur le territoire d'un Etat devraient être clairement définies. L'Etat devrait s'assurer que la responsabilité de la mise en œuvre de la protection physique des matières ou des installations nucléaires incombe en premier lieu aux détenteurs d'agréments pertinents ou d'autres documents d'autorisation (par exemple les exploitants ou les expéditeurs).

Principe fondamental F : culture de sécurité

Toutes les entités impliquées dans la mise en œuvre de la protection physique devraient accorder la priorité requise à la culture de sécurité, à son développement et à son maintien, nécessaires pour assurer sa mise en œuvre effective à tous les échelons de chacune de ces entités.

Principe fondamental G : menace

La protection physique dans un Etat devrait être fondée sur l'évaluation actuelle de la menace faite par l'Etat.

Principe fondamental H : approche graduée

Les prescriptions concernant la protection physique devraient être établies selon une approche graduée qui tienne compte de l'évaluation actuelle de la menace, de l'attractivité relative, de la nature des matières et des conséquences qui pourraient résulter de l'enlèvement non autorisé de matières nucléaires et d'un acte de sabotage contre des matières nucléaires ou des installations nucléaires.

Principe fondamental I : défense en profondeur

Les prescriptions nationales concernant la protection physique devraient être l'expression d'un concept reposant sur plusieurs niveaux et modalités de protection (qu'ils soient structurels ou techniques, concernant le personnel ou organisationnels) qui doivent être surmontés ou contournés par un agresseur pour atteindre ses objectifs.

Principe fondamental J : assurance de la qualité

Une politique et des programmes d'assurance de la qualité devraient être établis et mis en œuvre en vue d'assurer que les prescriptions définies pour toutes les activités importantes en matière de protection physique sont respectées.

Principe fondamental K : plans d'urgence

Des plans d'urgence destinés à répondre à un enlèvement non autorisé de matières nucléaires ou à un acte de sabotage visant des installations ou des matières nucléaires ou de tentatives en ce sens devraient être préparés et testés de manière appropriée par tous les détenteurs d'autorisation et les autorités concernées.

Principe fondamental L : confidentialité

L'Etat devrait établir les prescriptions à respecter pour préserver la confidentialité des informations dont la divulgation non autorisée pourrait compromettre la protection physique des matières et des installations nucléaires.

4. a) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à toute matière nucléaire dont l'Etat partie décide raisonnablement qu'elle n'a pas à être soumise au système de protection physique établi conformément au paragraphe 1, compte tenu de sa nature, de sa quantité et de son attractivité relative, des conséquences radiologiques potentielles et autres conséquences de tout acte non autorisé dirigé contre elle et de l'évaluation actuelle de la menace la concernant.

b) Une matière nucléaire qui n'est pas soumise aux dispositions du présent article en vertu de l'alinéa a) devrait être protégée conformément à des pratiques de gestion prudente. »

7. L'Article 5 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

« 1. Les Etats parties désignent et s'indiquent mutuellement, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique, leurs correspondants pour les questions relevant de la présente Convention.

2. En cas de vol, de vol qualifié ou de toute autre obtention illicite de matières nucléaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, les Etats parties apportent leur coopération et leur aide dans toute la mesure possible, conformément à leur législation nationale, pour la récupération et la protection desdites matières, à tout Etat qui en fait la demande. En particulier :

a) un Etat partie prend les dispositions nécessaires pour informer aussitôt que possible les autres Etats qui lui semblent concernés de tout vol, vol qualifié ou autre obtention illicite de matières nucléaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, et pour informer, selon qu'il convient, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales pertinentes ;

b) ce faisant, et selon qu'il convient, les Etats parties concernés échangent des informations entre eux ou avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales pertinentes afin de protéger les matières nucléaires menacées, de vérifier l'intégrité du conteneur de transport ou de récupérer les matières nucléaires illicitement enlevées, et :

- i) coordonnent leurs efforts par la voie diplomatique et par d'autres moyens prévus d'un commun accord ;
- ii) se prêtent assistance, si la demande en est faite ;
- iii) assurent la restitution des matières nucléaires volées ou manquantes qui ont été récupérées par suite des événements susmentionnés.

Les modalités de mise en œuvre de cette coopération sont arrêtées par les Etats parties concernés.

3. En cas d'acte de sabotage de matières nucléaires ou d'une installation nucléaire, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, les Etats parties coopèrent dans toute la mesure possible, conformément à leur législation nationale ainsi qu'aux obligations pertinentes qui leur incombent en vertu du droit international, selon les modalités suivantes :

a) si un Etat partie a connaissance d'une menace vraisemblable de sabotage de matières ou d'une installation nucléaires dans un autre Etat, il décide des dispositions à prendre pour en informer aussitôt que possible ce dernier et, selon qu'il convient, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales pertinentes, afin d'empêcher le sabotage ;

b) en cas de sabotage de matières ou d'une installation nucléaires dans un Etat partie et si celui-ci estime que d'autres Etats sont susceptibles d'être touchés par un événement de nature radiologique, sans préjudice des autres obligations qui lui incombent en vertu du droit international, il prend les dispositions nécessaires pour informer aussitôt que possible l'autre ou les autres Etats susceptibles d'être touchés par un événement de nature radiologique et, selon qu'il convient, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales pertinentes, afin de réduire le plus possible ou d'atténuer les conséquences radiologiques de cet acte de sabotage ;

c) si, compte tenu des alinéas a) et b), un Etat partie demande une assistance, chaque Etat partie auquel une telle demande est adressée détermine rapidement et fait savoir à celui

qui requiert l'assistance, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique, s'il est en mesure de fournir l'assistance requise, ainsi que la portée et les conditions de l'assistance qui pourrait être octroyée ;

d) la coordination des activités de coopération visées aux alinéas a), b) et c) est assurée par la voie diplomatique et par d'autres moyens prévus d'un commun accord. Les modalités de mise en œuvre de cette coopération sont définies par les Etats parties concernés de manière bilatérale ou multilatérale.

4. Les Etats parties coopèrent et se consultent, en tant que de besoin, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres organisations internationales pertinentes, en vue d'obtenir des avis sur la conception, le maintien et l'amélioration des systèmes de protection physique des matières nucléaires en cours de transport international.

5. Un Etat partie peut consulter les autres Etats parties et coopérer avec eux, en tant que de besoin, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres organisations internationales pertinentes, en vue d'obtenir leurs avis sur la conception, le maintien et l'amélioration de son système national de protection physique des matières nucléaires en cours d'utilisation, en entreposage et en cours de transport sur le territoire national et des installations nucléaires. »

8. L'article 6 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

« 1. Les Etats parties prennent les mesures appropriées compatibles avec leur législation nationale pour protéger le caractère confidentiel de toute information qu'ils reçoivent à titre confidentiel en vertu des dispositions de la présente Convention d'un autre Etat partie ou à l'occasion de leur participation à une activité exécutée en application de la présente Convention. Lorsque des Etats parties communiquent confidentiellement des informations à des organisations internationales ou à des Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention, des mesures sont prises pour faire en sorte que la confidentialité de ces informations soit protégée. Un Etat partie qui a reçu des informations à titre confidentiel d'un autre Etat partie ne communique ces informations à des tiers qu'avec le consentement de cet autre Etat partie.

2. Les Etats parties ne sont pas tenus par la présente Convention de fournir des informations que leur législation nationale ne permet pas de communiquer ou qui compromettraient leur sécurité nationale ou la protection physique des matières ou installations nucléaires. »

9. Le paragraphe 1 de l'Article 7 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

« 1. Le fait de commettre intentionnellement l'un des actes suivants :

a) le recel, la détention, l'utilisation, le transfert, l'altération, la cession ou la dispersion de matières nucléaires, sans l'autorisation requise, et entraînant ou pouvant entraîner la mort ou des blessures graves pour autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement ;

b) le vol simple ou le vol qualifié de matières nucléaires ;

c) le détournement ou toute autre appropriation indue de matières nucléaires ;

d) un acte consistant à transporter, envoyer ou déplacer des matières nucléaires vers ou depuis un Etat sans l'autorisation requise ;

e) un acte dirigé contre une installation nucléaire, ou un acte perturbant le fonctionnement d'une installation nucléaire, par lequel l'auteur provoque intentionnellement ou sait qu'il peut provoquer la mort ou des blessures graves pour autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement par suite de l'exposition à des rayonnements ou du relâchement de substances radioactives, à moins que cet acte ne soit entrepris en conformité avec le droit national de l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation nucléaire est située ;

f) le fait d'exiger des matières nucléaires par la menace, le recours à la force ou toute autre forme d'intimidation ;

g) la menace :

i) d'utiliser des matières nucléaires dans le but de causer la mort ou des blessures graves à autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement ou de commettre l'infraction décrite à l'alinéa e) ; ou

- ii) de commettre une des infractions décrites aux alinéas b) et e) dans le but de contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un Etat à faire ou à s'abstenir de faire un acte ;
- h) la tentative de commettre l'une des infractions décrites aux alinéas a) à e) ;
- i) le fait de participer à l'une des infractions décrites aux alinéas a) à h) ;
- j) le fait pour une personne d'organiser la commission d'une infraction visée aux alinéas a) à h) ou de donner l'ordre à d'autres personnes de la commettre ;
- k) un acte qui contribue à la commission de l'une des infractions décrites aux alinéas a) à h) par un groupe de personnes agissant de concert. Un tel acte est intentionnel et :
 - i) soit vise à faciliter l'activité criminelle ou à servir le but criminel du groupe, lorsque cette activité ou ce but supposent la commission d'une infraction visée aux alinéas a) à g) ;
 - ii) soit est fait en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction visée aux alinéas a) à g),
 est considéré par chaque Etat partie comme une infraction punissable en vertu de son droit national. »

10. Après l'Article 11 de la Convention sont ajoutés deux nouveaux articles, Article 11 A et Article 11 B libellés comme suit :

« Article 11 A

Aux fins de l'extradition ou de l'entraide judiciaire entre Etats parties, aucune des infractions visées à l'article 7 n'est considérée comme une infraction politique, ou connexe à une infraction politique, ou inspirée par des mobiles politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être refusée pour la seule raison qu'elle concerne une infraction politique, une infraction connexe à une infraction politique ou une infraction inspirée par des mobiles politiques.

Article 11 B

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'Etat partie requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour les infractions visées à l'article 7 ou la demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité, d'origine ethnique ou d'opinions politiques, ou que donner suite à cette demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces considérations. »

11. Après l'Article 13 de la Convention est ajouté un nouvel Article 13 A libellé comme suit :

« Article 13 A

Rien dans la présente Convention n'affecte le transfert de technologie nucléaire à des fins pacifiques qui est entrepris en vue de renforcer la protection physique des matières et installations nucléaires. »

12. Le paragraphe 3 de l'Article 14 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

« 3. Lorsqu'une infraction concerne des matières nucléaires en cours d'utilisation, en entreposage ou en cours de transport sur le territoire national et que tant l'auteur présumé de l'infraction que les matières nucléaires concernées demeurent sur le territoire de l'Etat partie où l'infraction a été commise, ou lorsqu'une infraction concerne une installation nucléaire et que l'auteur présumé de l'infraction demeure sur le territoire de l'Etat partie où l'infraction a été commise, rien dans la présente Convention n'est interprété comme impliquant pour cet Etat partie de fournir des informations sur les procédures pénales relatives à cette infraction. »

13. L'Article 16 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

« 1. Le dépositaire convoque une conférence des Etats parties cinq ans après l'entrée en vigueur de l'amendement adopté le 8 juillet 2005 afin d'examiner l'application de la présente Convention et de procéder à son évaluation en ce qui concerne le préambule, la totalité du dispositif et les annexes compte tenu de la situation existant à ce moment-là.

2. Par la suite, à des intervalles de cinq ans au moins, la majorité des Etats parties peut obtenir la convocation de conférences ultérieures ayant le même objectif, en soumettant au dépositaire une proposition à cet effet. »

14. La note b/ de l'annexe II de la Convention est remplacée par le texte suivant :

« b/ Matières non irradiées dans un réacteur ou matières irradiées dans un réacteur donnant un niveau de rayonnement égal ou inférieur à 1 gray/heure (100 rads/heure) à 1 mètre de distance sans écran. »

15. La note e/ de l'annexe II de la Convention est remplacée par le texte suivant :

« e/ Les autres combustibles qui en vertu de leur teneur originelle en matières fissiles sont classés dans la catégorie I ou dans la catégorie II avant irradiation peuvent entrer dans la catégorie directement inférieure si le niveau de rayonnement du combustible dépasse 1 gray/heure (100 rads/heure) à 1 mètre de distance sans écran. »

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères
et européennes

PROJET DE LOI

autorisant l'approbation de l'amendement à la convention
sur la protection physique des matières nucléaires

NOR : MAEJ1122813L/Bleue-1

ÉTUDE D'IMPACT

I. - Situation de référence et objectifs de l'amendement

La Convention sur la protection physique des matières nucléaires (CPPMN), conclue le 26 octobre 1979 et ouverte à la signature à Vienne et à New York le 3 mars 1980, est entrée en vigueur générale le 8 février 1987.

La France a signé la convention le 13 juin 1980. Le Parlement a autorisé son approbation par la loi n° 89-433 du 30 juin 1989. La convention est entrée en vigueur pour la France le 6 octobre 1991. Elle a été publiée au *Journal officiel* de la République française le 5 février 1992 (décret n°92-110 du 3 février 1992)¹. Lors du dépôt de son instrument de ratification, la France a émis une réserve² et fait deux déclarations³.

Le 8 juillet 2005, sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), une conférence diplomatique a adopté par consensus à Vienne un amendement à cette Convention. Dans le contexte faisant suite aux attentats du 11 septembre 2001, un renforcement des dispositions de la Convention de 1979 était en effet paru nécessaire.

¹ <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000538496&dateTexte=>

² « En approuvant la Convention, le Gouvernement français émet la réserve suivante : les infractions visées aux lettres e et f du paragraphe 1 de l'article 7 de la Convention seront réprimées dans les conditions prévues par la législation pénale française. »

³ « Le Gouvernement français déclare que la compétence prévue à l'article 8, paragraphe 4, ne peut lui être opposée, le critère de compétence fondé sur la participation à un transport nucléaire international en tant qu'Etat importateur ou exportateur de matières nucléaires n'étant pas expressément reconnu par le droit international et n'étant pas prévu par sa législation interne. » et « En application de l'article 17, paragraphe 3, la France déclare qu'elle n'accepte pas la compétence de la Cour internationale de justice pour statuer sur les différends visés au paragraphe 2 de cet article ni celle du président de la Cour internationale de justice pour procéder à la désignation d'un ou plusieurs arbitres. »

Les principaux objectifs de l'amendement sont les suivants :

- Renforcer la protection physique des matières nucléaires par la définition de principes généraux que doivent mettre en œuvre, dans toute la mesure du possible, les Etats parties ;
- Etendre la liste des infractions qui doivent être incriminées dans la législation nationale des Etats parties ;
- Elargir aux « installations nucléaires » le dispositif de protection initialement prévue par la convention mère aux seules matières nucléaires ;
- Améliorer la coopération internationale entre les parties, et entre ces dernières et les organisations internationales, principalement en ce qui concerne les échanges d'information.

II. - Conséquences estimées de la mise en œuvre de l'amendement

- Conséquences économiques :

L'amendement a pour objectif de renforcer la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires dans les Etats parties à la Convention. Le dispositif français étant déjà en conformité avec les nouvelles dispositions introduites par l'amendement, l'approbation de ce dernier ne donnera pas lieu à la création d'emplois ou d'activités supplémentaires.

- Conséquences financières :

L'amendement a pour objectif de renforcer la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires dans les Etats parties à la Convention. Le dispositif français étant déjà en conformité avec les nouvelles dispositions introduites par l'amendement, l'approbation de ce dernier n'aura pas d'impact financier pour la France.

- Conséquences sociales :

Sans objet

- Conséquences environnementales :

L'amendement fait obligation aux Etats d'incriminer les atteintes à l'environnement consécutives aux activités liées aux matières nucléaires, et vise donc à renforcer le cadre juridique national dans ce domaine. On notera toutefois que le droit français est déjà en conformité avec ces dispositions (cf. paragraphe 2.1 ci-dessous).

- Conséquences juridiques :

Les questions liées à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires sont aujourd'hui couvertes en droit interne par plusieurs textes :

- La **loi n°80-572 du 25 juillet 1980 sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** constitue le texte de référence. Intégrée dans le code de la défense dans ses **articles L 1333-1 à L 1333-14**, puis modifiée par la **loi n°2005-1550 du 12 décembre 2005**, cette législation porte sur toutes les matières nucléaires fusibles, fissiles ou fertiles. Elle prévoit un contrôle des opérations et contrats relatifs à ces matières visant à prévenir les vols ou détournements, et à assurer la connaissance permanente de leur location, emploi, nature et quantité. Elle comporte en outre des dispositions d'incrimination qui s'ajoutent aux **crimes et délits prévus par le code pénal** qui peuvent également, en tant que de besoin, être mis en œuvre. Les dispositions d'incrimination visent également à protéger « les éléments de structure dans lesquels sont conditionnées les matières nucléaires » (article L. 1333-9 5° du code de la défense).
- La **loi n°2011-266 du 14 mars 2011 relative à la lutte contre les armes de destruction massive et de leurs vecteurs** complète le dispositif existant, en introduisant notamment les infractions relatives aux matières nucléaires des 1° et 2° de l'article L 1333-9 du code de la défense dans la liste des actes de terrorisme du code pénal.

Il convient en outre de noter que les textes réglementaires relatifs à la protection et au contrôle des matières nucléaires ont également fait récemment l'objet d'une large refonte⁴.

Le droit interne, en l'état actuel, permet ainsi de répondre aux nouvelles obligations introduites par l'amendement :

1. Plusieurs infractions nouvelles sont déjà incriminées à l'identique dans notre droit interne :

- Transfert de matières nucléaires sans autorisation requise (article 7.1 a) : cette infraction est déjà couverte tant par l'article L 1333-11 que par l'article L 1333-9 du code de la Défense.
- Transport, envoi ou déplacement des matières nucléaires vers ou depuis un Etat sans autorisation requise (article 7.1 d) : cette infraction est couverte par les articles L 1333-2 et L 1333-9 du code de la défense nationale.
- A l'article 7.1 h, les tentatives de détention, utilisation, transfert, altération, cession, dispersion de matières nucléaires (a), la tentative de vol (b), la tentative de détournement ou toute autre appropriation induite (c), ainsi que la tentative de transport, envoi, déplacement de matières nucléaires vers ou depuis un Etat (d) sont déjà pénalement réprimées en droit interne (pour mémoire, la loi relative à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs prévoit notamment de réprimer la tentative de toutes les infractions énumérées au I de l'article L 1333-9 du code de la défense).

⁴ Adoption du décret n°2009-1120 du 17 septembre 2009 relatif à la protection et au contrôle des matières nucléaires, de leurs installations et de leurs transports, ainsi que de plusieurs arrêtés d'application.

2. Certaines infractions ne font pas l'objet d'incriminations spécifiques, mais sont couvertes de façon satisfaisante par un ensemble de textes équivalents :

2.1 Atteintes à l'environnement consécutives aux activités liées aux matières nucléaires (article 7.1 a) :

- Les dommages causés à l'environnement guidés par un mobile terroriste sont ainsi couverts par l'article 421-2 du code pénal.
- En dehors d'un mobile terroriste, une réponse pénale peut également être apportée en cas d'acte malveillant de pollution par usage de matières nucléaires, ou de risque de pollution en cas de non-respect délibéré des obligations portant sur la détention de matières nucléaires, au travers notamment de la législation sur les installations classées applicable à l'activité nucléaire civile, ainsi que les infractions propres au stockage des déchets nucléaires (articles L542-1 et suivants du code de l'environnement).
- En outre, les infractions en matière d'environnement incriminent déjà la pollution d'un certain type de milieux naturels, sans se soucier du type de polluant utilisé, qui peut donc être nucléaire (voir par exemple article L 216-6 du code de l'environnement).
- Enfin, en dernier ressort, de manière indirecte, les atteintes aux biens et aux personnes doivent permettre de répondre aux situations de pollution nucléaire malveillante.

2.2 Incriminations protégeant les installations nucléaires (article 7.1 e) :

- Plusieurs dispositions nationales permettent de réprimer les actes dirigés contre une installation nucléaire ou perturbant le fonctionnement d'une installation nucléaire en raison des risques causés aux hommes, notamment au travers de la notion de risque causé à autrui (article 223-1 du code pénal) et de celle de non-respect des obligations imposées en matière d'installations nucléaires (articles 2 et 48 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire).
- En ce qui concerne les risques causés à l'environnement, les textes permettant de réprimer de tels actes sont identiques à ceux mentionnés dans le 2.1.
- Enfin, un ensemble d'autres dispositions pénales distinctes permettent également d'appréhender sous d'autres angles les actes dirigés contre une installation nucléaire ou perturbant son fonctionnement ou risquant de causer un dommage : articles L 1333-9 5° et L 1333-9 III (tentative) du code de la défense (fait de détruire ou de tenter de détruire des éléments de structure dans lesquels sont conditionnés les matières nucléaires) ; article 322-6 du code pénal (fait de détruire, dégrader ou détériorer un bien appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive, d'un incendie ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes) ; article 411-9 du code pénal (crime de sabotage) ; article 413-7 du code pénal (intrusion dans un site protégé intéressant la défense nationale).

2.3 Incrimination sur le recours à la menace (article 7.1 g) :

- Les menaces d'atteintes aux personnes par utilisation de matières nucléaires, lorsqu'il s'agit d'une menace de mort, sont couvertes par les articles 222-17 et 222-18 du code pénal. La menace de commettre des violences volontaires contre une personne peut quant à elle être réprimée par différentes dispositions (R 623-1 du code pénal, article 222-18 du code pénal lorsque ces menaces s'accompagnent de l'ordre de remplir une condition, article 222-14-3 du code pénal s'agissant des menaces de violences morales).
- Les menaces de commettre un acte dirigé contre une installation nucléaire ou un acte perturbant son fonctionnement peuvent être considérées comme réprimées par l'article 322-12 du code pénal.
- L'obligation de réprimer les menaces commises « dans le but de contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un Etat à faire ou à s'abstenir de faire un acte » peut être appréhendée, pour ce qui est de la menace de commettre un vol de matières nucléaires, sous la qualification de l'extorsion (article 312-1 du code pénal) ; dans les autres cas (infractions décrites à l'alinéa e) de l'article 7), par l'incrimination des menaces d'atteintes aux biens faites sous condition (article 322-13 du code pénal), voire par l'incrimination de la menace de destruction, dégradation ou détérioration « dangereuse pour les personnes » (article 322-12 du code pénal).

2.4 Incrimination sur la tentative (article 7.1 h)

- La tentative de commettre un acte dirigé contre une installation nucléaire ou un acte perturbant le fonctionnement d'une installation nucléaire peut être poursuivie par l'application de plusieurs textes : article L.1333-9 du code de la défense (fait de détruire ou de tenter de détruire des éléments de structure dans lesquels sont conditionnées les matières nucléaires) ; articles 322-1 et 322-4 du code pénal (tentative de commettre une destruction, dégradation, détérioration d'un bien) ; articles 322-6 et 322-11 du code pénal (tentative de commettre une destruction, dégradation, détérioration d'un bien, dangereuses pour les personnes).
- La tentative de recel n'existe pas en droit français. Cependant, cet obstacle peut être levé au travers de l'incrimination, soit de la tentative de détention de matières nucléaires, soit de la tentative d'appropriation indue prévue dans la loi n°2011-266 du 14 mars 2011 relative à la lutte contre les armes de destruction massive et de leurs vecteurs (article 1^{er}, 3^o, modifiant l'article L.1333-9 du code de la défense).

2.5 Les modalités de participation à l'infraction (article 7.1 i, j, k)

- La participation, l'organisation et la contribution à la commission de l'une des infractions peuvent être appréhendées en droit interne par l'incrimination, soit de la participation active aux infractions, soit de la complicité (articles 121-6 et 121-7 du code pénal). Les faits consistant à organiser la commission d'une infraction peuvent également être appréhendés, dans certaines hypothèses, par l'incrimination de l'association de malfaiteurs (articles 450-1, 421-2 et 421-6 du code pénal).

3. Coopération en matière pénale et dépolitisation (articles 11A et 11B)

La nouvelle clause de « dépolitisation » des infractions prévues par l'article 11A⁵ de la Convention amendée pose question au regard du principe à valeur constitutionnelle que constitue la faculté pour la France de refuser l'extradition lorsque l'infraction pour laquelle elle est demandée revêt un caractère politique.

On notera que la plupart des conventions récentes de lutte contre le terrorisme incluent des clauses similaires (convention pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, convention pour la répression du financement du terrorisme par exemple). La France a pu accepter le principe de cette dépolitisation, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat compte tenu de la gravité des infractions établies par ces deux conventions.

S'agissant d'atteintes aux matières nucléaires et installations nucléaires dont les conséquences sur les personnes, les biens ou l'environnement peuvent être extrêmement graves, les infractions prévues par la convention amendée semblent remplir le critère de gravité suffisante exigé par cette jurisprudence pour admettre la « dépolitisation » de certaines infractions. L'extradition, si l'amendement est approuvé par la France, ne sera pas pour autant automatique, dès lors que selon un langage désormais classique dans les instruments internationaux, le nouvel article 11B permet à l'Etat requis de refuser l'extradition lorsqu'il a « de sérieuses raisons de croire » que la personne pourrait être persécutée en raison de sa race, religion, origine ethnique, nationalité ou de ses opinions politiques ».

En conclusion, plusieurs dispositions nouvelles prévues par l'amendement sont déjà incriminées à l'identique en droit français. Dans les autres cas, la législation nationale permet, au travers de divers textes, de manière directe ou indirecte, de lever l'ensemble des obstacles posés. Par conséquent, des adaptations du droit national ne sont pas nécessaires. Le tableau de synthèse en annexe récapitule les références des textes de droit interne prenant déjà en compte les nouvelles stipulations introduites par l'Amendement.

Par ailleurs, l'Amendement à la CPPMN est cohérent avec le droit européen actuellement en vigueur dans ce domaine. En effet, dans la délibération 1/78 du 14 novembre 1978, la Cour de Justice a jugé que « la participation des Etats membres à la CPPMN n'est compatible avec les dispositions du traité Euratom qu'à condition que, pour les domaines de ses compétences propres, la Communauté en tant que telle soit partie à la CPPMN au même titre que les Etats membres ». Or, l'adhésion de la Communauté européenne de l'énergie atomique à la CPPMN telle qu'amendée par l'Acte final de 2005 a été approuvée par la décision du Conseil 2007/513/Euratom.

De plus, la Directive 2008-99 du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal comprend notamment la définition d'incriminations générales incluant les atteintes à l'environnement avec des matières nucléaires (article 5 e), similaires aux obligations d'incrimination de l'article 7.1 a) de l'Amendement. L'examen conduit en 2010 sur la transposition de ce texte a conclu que le droit interne en vigueur permettait déjà de répondre aux exigences de cette directive.

⁵ Un Etat requis ne pourra ainsi refuser d'extrader au motif que l'infraction est « politique, connexe à une infraction politique ou inspirée par des mobiles politiques ».

Enfin, la CPPMN amendée est cohérente avec les dispositions de la résolution 1540 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (prorogée pour 10 ans par la résolution 1977), qui fait obligation aux Etats de « prendre et appliquer des mesures efficaces afin de mettre en place des dispositifs intérieurs de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires (...), y compris en mettant en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes, et qu'à cette fin ils doivent (...) arrêter et instituer des mesures de protection physique appropriées et efficaces ». Elle est également complémentaire de la Convention sur la répression des actes de terrorisme nucléaire, que la France a signée le 14 septembre 2005 mais qu'elle n'a pas encore ratifiée, et qui a pour objectif de prévenir et d'interdire les actes de terrorisme nucléaire (la CPPMN amendée prévoyant déjà certaines incriminations mentionnées à l'article 2 de cette convention).

- Conséquences administratives :
Sans objet.

III. - Historique des négociations

A l'initiative du directeur général de l'AIEA, un groupe d'experts nationaux a été établi en novembre 1999 afin d'étudier les possibilités de renforcer la Convention sur la protection physique des matières nucléaires du 26 octobre 1979. Les conclusions formulées en février 2001 comprenaient à la fois des dispositions nouvelles qu'il convenait d'introduire dans une convention révisée, et a contrario, les dispositions qu'il était préférable d'écarter.

Les attentats du 11 septembre 2001 à New York ont convaincu les Parties à la Convention qu'un renforcement de cette dernière était devenu une nécessité, dans le nouveau contexte international créé par cet attentat de grande ampleur. Un deuxième groupe de travail, représentant environ une cinquantaine d'Etats parties et présidé par la France, a alors été constitué. Le projet d'amendement proposé était inspiré des recommandations du premier groupe d'experts, et s'est révélé consensuel pour l'essentiel.

Une conférence diplomatique des Etats parties (88 Etats sur les 111 qui étaient alors parties à la convention, ainsi que la Communauté européenne de l'énergie atomique, étaient représentés) a été convoquée. Elle a adopté par consensus un amendement à la convention, le 8 juillet 2005.

IV – Etat des signatures et ratifications

L'amendement a été adopté par consensus le 8 juillet 2005. A la date du 25 novembre 2011, 49 Etats (sur les 145 Etats parties que compte aujourd'hui la CPPMN) ont ratifié ou approuvé l'amendement. Ce dernier entrera en vigueur lorsque les deux tiers des Etats parties à la CPPMN auront déposé leur instrument de ratification ou d'approbation.

V. - Déclarations ou réserves

Sans objet.

Annexe

| Amendement à la CPPMN | Droit national |
|---|--|
| Article 1 : ajout de deux nouvelles définitions <ul style="list-style-type: none"> - installation nucléaire - sabotage | <ul style="list-style-type: none"> - Les « installations nucléaires de base » (INB) sont définies à l'article 28 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire. - Le sabotage est défini à l'article 411-9 du Code pénal. |
| Article 1A : « <i>Les objectifs de la présente Convention sont d'instaurer et de maintenir dans le monde entier une protection physique efficace des matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques et des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques, de prévenir et de combattre les infractions concernant de telles matières et installations dans le monde entier, et de faciliter la coopération entre les Etats parties à cette fin</i> ». | Sans impact |
| Article 2 : Articulation de la Convention avec d'autres textes internationaux | Sans impact |
| Article 2A <ol style="list-style-type: none"> 1. Obligation d'élaborer, de mettre en œuvre et de maintenir un système approprié de protection physique des matières et installations nucléaires 2. <ol style="list-style-type: none"> a. Obligation d'établir et de maintenir un cadre législatif et réglementaire pour régir la protection physique b. Obligation de créer ou désigner une ou plusieurs autorités compétentes chargées de mettre en œuvre le cadre législatif et réglementaire c. Obligation de prendre toute autre mesure appropriée nécessaire pour assurer la protection physique des matières et installations nucléaires 3. Application, pour autant qu'il soit raisonnable et faisable, des principes fondamentaux de protection physique des matières et installations nucléaires énumérés | Les obligations de l'article 2A sont remplies par la mise en œuvre en droit français d'un ensemble de textes juridiques visant à régir le système de protection physique des matières et installations nucléaires : <ul style="list-style-type: none"> - articles L.1332-1 et suivants et L 1333-1 et suivants du Code de la Défense (issus de la loi n°80-572 du 25 juillet 1980 sur la protection et le contrôle des matières nucléaires, modifiée par la loi n°2005-1550 du 12 décembre 2005) - article R.1332-1 et suivants et R.1333-1 et suivants du Code de la Défense (protection des installations d'importance vitale) - Loi 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Loi n°2011-266 du 14 mars 2011 relative à la lutte contre les armes de destruction massive et de leurs vecteurs |
| Article 5 : <ol style="list-style-type: none"> 1. Désignation des correspondants 2. Coopération entre Etats et avec l'AIEA en cas de vol 3. Coopération entre Etats et avec l'AIEA en cas de sabotage 4. Coopération et consultations sur la conception, le maintien et l'amélioration des systèmes de protection physique des matières nucléaires en cours de transport | Sans impact |

| | |
|---|---|
| <p>international</p> <p>5. Coopération et consultations sur la conception, le maintien et l'amélioration des systèmes de protection physique des matières nucléaires en cours d'utilisation, en entreposage et en cours de transport sur le territoire national et des installations nucléaires.</p> | |
| <p>Article 7</p> <ul style="list-style-type: none"> - article 7.1 a : obligation d'incrimination du transfert de matières nucléaires sans autorisation requise - article 7.1 a : obligation d'incrimination du transport, de l'envoi ou du déplacement des matières nucléaires vers ou depuis un Etat sans autorisation requise - article 7.1 a : atteintes à l'environnement consécutives aux activités liées aux matières nucléaires | <ul style="list-style-type: none"> - articles L 1333-11 et L 1333-9 du Code de la défense - articles L 1333-2 et L 1333-9 du Code de la défense - article 421-2 du Code pénal (si mobile terroriste), articles L542-1 et suivants du Code de l'environnement ou article L 216-6 du Code de l'environnement (hors mobile terroriste) |
| <ul style="list-style-type: none"> - article 7.1 e : obligation d'incriminer « <i>un acte dirigé contre une installation nucléaire, ou un acte perturbant le fonctionnement d'une installation nucléaire, par lequel l'auteur provoque intentionnellement ou sait qu'il peut provoquer la mort ou des blessures graves pour autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement par suite de l'exposition à des rayonnements ou du relâchement de substances radioactives, à moins que cet acte ne soit entrepris en conformité avec le droit national de l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation nucléaire est située</i> ». | <ul style="list-style-type: none"> - article 223-1 du Code pénal (risque causé à autrui) et articles 2 et 48 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - article 421-2 du Code pénal, articles L542-1 et suivants du Code de l'environnement et article L 216-6 du Code de l'environnement (risque causé à l'environnement) - articles L 1333-9 5° et L 1333-9 III (tentative) du Code de la défense (fait de détruire ou de tenter de détruire des éléments de structure dans lesquels sont conditionnés les matières nucléaires) ; article 322-6 du Code pénal (fait de détruire, dégrader ou détériorer un bien appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive, d'un incendie ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes) ; article 411-9 du Code pénal (crime de sabotage) ; article 413-7 du Code pénal (intrusion dans un site protégé intéressant la défense nationale) |
| <ul style="list-style-type: none"> - article 7.1 g : obligation d'incriminer « <i>la menace i) d'utiliser des matières nucléaires dans le but de causer la mort ou des blessures graves à autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement ou de commettre l'infraction décrite à l'al.e) ; ii) de commettre une des infractions décrites aux al. b) et e) dans le but de</i> | <ul style="list-style-type: none"> - articles 222-17 et 222-18 du Code pénal (menace de mort) - articles R 623-1, 222-28 et 222-14-3 du Code pénal (menace de violences contre une personne) - article 322-12 du Code pénal (menace de commettre un acte dirigé contre une installation nucléaire ou un acte perturbant |

| | |
|---|---|
| <p><i>contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un Etat à faire ou à s'abstenir de faire un acte ».</i></p> | <p>son fonctionnement)</p> <ul style="list-style-type: none"> - article 312-1 du Code pénal (menace de vol dans le but de contraindre une personne physique ou moral, une organisation internationale ou un Etat à faire ou à s'abstenir de faire un acte). - article 322-13 du Code pénal (menace d'atteintes aux biens faites sous condition) - article 322-12 du Code pénal (menace de destruction, dégradation ou détérioration « dangereuses pour les personnes » |
| <ul style="list-style-type: none"> - article 7.1 h : obligation d'incriminer « <i>la tentative de commettre l'une des infractions décrites aux al. a) à e) »</i> (tentatives de recel, détention, utilisation, transfert, altération, cession, dispersion de matières nucléaires (a), la tentative de vol (b), la tentative de détournement ou toute autre appropriation indue (c), la tentative de transport, envoi, déplacement de matières nucléaires vers ou depuis un Etat (d), ainsi que la tentative de commettre un acte dirigé contre une installation nucléaire ou un acte perturbant le fonctionnement d'une installation nucléaire (e)) | <ul style="list-style-type: none"> - article L 1333-9 du Code de la défense pour les tentatives de recel, détention, utilisation, transfert, altération, cession, dispersion de matières nucléaires (a), la tentative de vol (b), la tentative de détournement ou toute autre appropriation indue (c), ainsi que la tentative de transport, envoi, déplacement de matières nucléaires vers ou depuis un Etat (d) Article 311-13 du Code pénal pour la tentative de vol Article L 1333-9 du Code de la défense, articles 322-1 et 322-4 du Code pénal et articles 322-6 et 322-11 du Code pénal pour la tentative de commettre un acte dirigé contre une installation nucléaire ou un acte perturbant le fonctionnement d'une installation nucléaire |
| <p>Article 7.1 i : obligation d'incriminer « <i>i) le fait de participer à l'une des infractions décrites aux al. a) à h)</i> <i>j) le fait pour une personne d'organiser la commission d'une infraction visée aux al. a) à h) ou de donner l'ordre à d'autres personnes de la commettre</i> <i>k) un acte qui contribue à la commission de l'une des infractions décrites aux al. a) à h) par un groupe de personnes agissant de concert. Un tel acte est intentionnel et : i) soit vise à faciliter l'activité criminelle ou à servir le but criminel du groupe, lorsque cette activité ou ce but supposent la commission d'une infraction visée aux al. a) à g) ; ii) soit est fait en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction visée aux al. a) à g) »</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> - articles 121-6 et 121-7 du Code pénal (complicité) - articles 450-1, 421-2 et 421-6 du Code pénal (association de malfaiteurs) |

| | |
|---|--------------------|
| <p>Article 11A <i>« Aux fins de l'extradition ou de l'entraide judiciaire entre Etats parties, aucune des infractions visées à l'article 7 n'est considérée comme une infraction politique, ou connexe à une infraction politique, ou inspirée par des mobiles politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être refusée pour la seule raison qu'elle concerne une infraction politique, une infraction connexe à une infraction politique ou une infraction inspirée par des mobiles politiques »</i></p> | <p>Sans impact</p> |
| <p>Article 11B <i>« Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'Etat partie requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour les infractions visées à l'article 7 ou la demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité, d'origine ethnique ou d'opinions politiques, ou que donner suite à cette demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces considérations ».</i></p> | <p>Sans impact</p> |
| <p>Article 13A : <i>« Rien dans la présente Convention n'affecte le transfert de technologie nucléaire à des fins pacifiques qui est entrepris en vue de renforcer la protection physique des matières et installations nucléaires »</i></p> | <p>Sans impact</p> |